

Public Disclosure Authorized

# MÉMORANDUM ÉCONOMIQUE DE MADAGASCAR

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



**BÂTIR SUR LES SUCCÈS RÉCENTS  
UNE ÉCONOMIE PLUS RÉILIENTE**



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Télécharger le rapport : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar>

Le Mémorandum Economique de Madagascar est une étude quinquennale préparée par la Banque mondiale dont l'objectif est de faire le point sur la situation économique du pays et de cerner les réformes prioritaires qui soutiendront une croissance plus forte, inclusive et durable.

La reprise économique de ces dernières années, conjuguée au transfert de pouvoir pacifique lors des élections présidentielles de 2018, offre une base solide pour sortir Madagascar du cycle de pauvreté et d'instabilité qui a caractérisé son histoire. Pour réaliser cet objectif, un affermissement de l'élan de réformes est nécessaire, se basant sur un diagnostic clair des problématiques de développement spécifiques à Madagascar, et des réponses à y apporter. Ce Mémorandum offre une analyse approfondie des facteurs de succès de certains secteurs performants, de la faiblesse d'autres secteurs à la traîne, et des freins transversaux à l'émergence économique du pays.

## Principaux messages

- 1 Les succès récents de certains secteurs porteurs indiquent un potentiel d'accélération de la trajectoire de croissance.
- 2 Promouvoir la concurrence, la contestabilité des marchés et l'amélioration du climat des affaires permettront de stimuler les investissements et la création d'emplois.
- 3 Accroître la productivité dans le secteur agricole est un enjeu majeur pour le développement.
- 4 Renforcer la qualité du capital humain est une priorité transversale pour un accès de la main d'œuvre à des emplois de qualité en vue d'une croissance plus inclusive et durable.
- 5 Améliorer la connectivité, l'accès à l'énergie et aux services digitaux pourraient libérer le potentiel économique de nombreux secteurs.

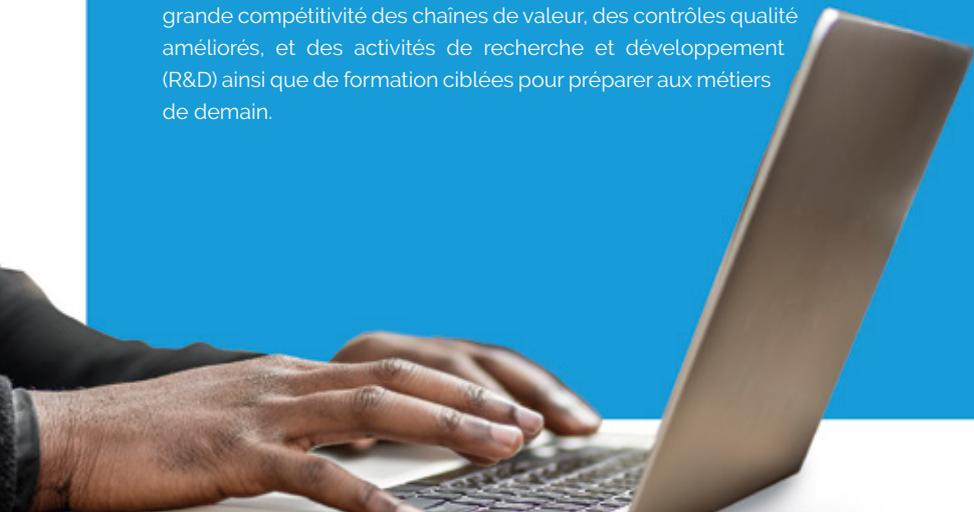
# Points saillants



## **1. Les succès récents de certains secteurs porteurs indiquent un potentiel d'accélération de la trajectoire de croissance.**

La performance de l'économie au cours de ces dernières années a été appuyée par quelques secteurs porteurs dont le succès peut être davantage développé et appliqué à d'autres filières. Ces secteurs à forte croissance et tournés vers les marchés d'exportation, tels que l'agroalimentaire, le textile et la confection et l'externalisation des services informatiques, révèlent des avantages comparatifs clairs et sont des sources importantes d'emploi et de retombées positives pour le reste de l'économie. La compétitivité de ces secteurs tient à une main d'œuvre abordable et de qualité, à des ressources naturelles uniques, au positionnement haut de gamme de produits sur certains marchés de niche, et à la rapidité de la connexion internet.

Pour tirer un meilleur profit de l'opportunité offerte par ces secteurs, les politiques commerciales et de soutien aux investissements devraient être améliorées. La clarification de la structure de gouvernance de différentes zones spéciales et de la réglementation qui s'applique aux investissements, y compris le cadre des partenariats public-privé, sont nécessaires pour encourager la matérialisation de nouveaux projets. Ces mesures sont à compléter par des initiatives sectorielles, y compris une meilleure structuration et une plus grande compétitivité des chaînes de valeur, des contrôles qualité améliorés, et des activités de recherche et développement (R&D) ainsi que de formation ciblées pour préparer aux métiers de demain.





## **2. Promouvoir la concurrence, la contestabilité des marchés et l'amélioration du climat des affaires permettront de stimuler les investissements et la création d'emplois.**

Madagascar a un environnement concurrentiel difficile, caractérisé par l'absence de règles du jeu équitables et de fortes barrières à l'entrée dans des secteurs clés de l'économie. À titre d'illustration, deux de ces secteurs, les télécommunications et les produits pétroliers, fournissent des intrants essentiels au reste de l'économie. L'intensification de la concurrence pour ce type de secteurs pourrait stimuler de nouveaux investissements, améliorer l'accès et réduire les coûts des intrants. Les deux autres secteurs étudiés dans le rapport, la vanille et le litchi, sont des agro-industries à vocation exportatrice qui génèrent des recettes importantes et pourraient offrir un plus fort potentiel en termes de revenus pour les petits producteurs si les obstacles à l'entrée peuvent être diminués et les chaînes de valeur mieux organisées.

Pour uniformiser les règles du jeu, la loi sur la concurrence gagnerait à être renforcée de manière à interdire explicitement les cartels et la fixation des prix, et son application soutenue par un conseil de la concurrence et des organismes de réglementation plus efficaces et indépendants des ministères de tutelle et des opérateurs privés.

Plus généralement, l'accélération des investissements privés est conditionnée par l'amélioration de l'environnement des affaires, la priorité étant de simplifier et accélérer l'enregistrement des entreprises, les permis de construction, le raccordement à l'électricité, les paiements d'impôts et les évaluations des risques de crédit. Ces mesures pourraient contribuer à formaliser de larges segments de micro, petites et moyennes entreprises, et créer une génération d'entrepreneurs capable de contester les entreprises en place et renforcer la concurrence et l'innovation. Les avancées récentes des technologies numériques offrent également des opportunités supplémentaires à travers l'utilisation des paiements électroniques comme moyen de promouvoir l'inclusion financière et l'efficacité de l'administration publique.



### **3. Accroître la productivité dans le secteur agricole est un enjeu majeur pour le développement.**

Si certaines cultures de rente affichent une bonne performance sur les marchés d'exportation, la production de cultures de base destinées à la consommation domestique, en particulier celle du riz, ne parvient pas à satisfaire la demande. En effet, si 83% des ménages dans le secteur agricole participent à la production de riz, seule 20% de cette production est commercialisée et la production par habitant est nettement inférieure aux niveaux observés il y a dix ans. La performance des chaînes de valeur du riz est notamment compromise par l'éloignement des agriculteurs aux marchés, ce qui explique l'existence de nombreux intermédiaires, des coûts élevés de transport, et un manque d'incitation à la modernisation des techniques d'exploitation.

L'amélioration de la compétitivité de la chaîne de valeur du riz passe par les investissements en cours dans la connectivité rurale et l'extension des superficies rizicoles. Le renforcement de la sécurité foncière, un meilleur accès aux semences de qualité, aux crédits, aux infrastructures de stockage et de transformation, aux informations sur les conditions de marché, et aux efforts de vulgarisation de techniques modernes de production, figurent parmi les conditions essentielles pour augmenter la compétitivité du secteur. La suppression des exemptions de droit de douane sur les importations de riz pourrait également inciter les producteurs locaux à commercialiser leur production et à investir dans des méthodes à plus haut rendement, tout en libérant des ressources pour les investissements publics dans les infrastructures régionales et programmes sociaux. La levée de l'interdiction d'exportation des variétés de riz haut de gamme, ainsi que de la vanille conditionnée sous vide, des récoltes précoces de litchis, de l'ylang-ylang et du bétail pourraient également permettre d'augmenter les revenus pour les producteurs et encourager les investissements dans l'agroalimentaire.



#### **4. Renforcer la qualité du capital humain est une priorité transversale pour un accès de la main d'œuvre à des emplois de qualité en vue d'une croissance plus inclusive et durable.**

Alors que le capital humain est un facteur déterminant de la productivité du travail et joue un rôle essentiel dans la définition de la trajectoire de développement du pays, la moitié des enfants actuellement ont des résultats d'apprentissage à l'école ne permettant pas d'acquérir le minimum de base requis. Un Malgache né aujourd'hui n'aura à l'âge adulte qu'une productivité équivalente à 37 pour cent de ce qu'elle aurait pu être s'il avait un accès complet aux services de santé et d'éducation. Cet écart de productivité s'est aggravé depuis dix ans. Pour permettre à une population jeune et grandissante de saisir des opportunités économiques en évolution et de bénéficier des fruits de la croissance, il est essentiel de mieux investir dans des services d'éducation et de santé de qualité.

La promotion de la qualité des enseignants est une priorité urgente pour renforcer les résultats d'apprentissage, notamment grâce à un recrutement méritocratique et à la promotion fondée sur les compétences. L'alignement du calendrier scolaire sur la saison agricole pourrait également accroître la fréquentation scolaire et réduire les taux d'abandon et par conséquent, entraîner une réduction des inégalités dans les résultats scolaires selon les niveaux de revenu et les régions. Améliorer les services de santé et la nutrition est également essentiel pour contribuer à réduire le retard de croissance qui affecte 47% des enfants. Une amélioration de la capacité d'absorption et de gestion financière dans les projets en cours dans l'éducation et la santé permettrait de plaider pour une augmentation des dépenses dans ces secteurs critiques du développement humain.





## **5. Améliorer la connectivité, l'accès à l'énergie et aux services numériques pourraient libérer le potentiel économique de nombreux secteurs.**

Les projets d'infrastructure en cours d'étude ou d'implémentation devraient permettre de renforcer la connectivité, notamment vers les corridors agricoles. Pour en tirer bénéfice, les processus d'exécution des investissements publics devrait être améliorés et les infrastructures logistiques de soutien renforcées, y compris dans les ports et aéroports. Il serait également opportun de planifier l'exploitation et la maintenance des routes critiques, en particulier en raison de l'exposition aux intempéries. Ceci peut inclure un réexamen des sources de financement de l'entretien routier. Restructurer la concession de chemin de fer, qui était autrefois un moyen de transport de marchandises rentable et moins coûteux, le renouvellement de l'accord de ciel ouvert partiel, et l'amélioration des transports en commun dans les zones urbaines sont d'autres priorités mises en avant dans le Mémorandum.

Le coût, la qualité et l'accès à l'électricité constituent un autre obstacle majeur à la croissance. Trois ménages sur quatre n'ont pas accès à l'électricité, ce qui représente l'un des taux d'accès les plus bas au monde. L'électricité est fournie par la société d'État, JIRAMA, dont les coûts d'exploitation sont parmi les plus élevés en Afrique, dus principalement à de mauvaises décisions en matière de passation de marché. La poursuite des efforts pour le redressement financier

de la JIRAMA, notamment par l'apurement des arriérés, une régularisation des contrats d'achat et l'optimisation des tarifs rehausseraient la crédibilité de la société, y compris comme partenaire d'investissement privé.

La faiblesse de l'accès aux infrastructures et services numériques représente un coût d'opportunité important pour l'économie, y compris dans les zones rurales où le taux de pénétration est particulièrement faible. Permettre des investissements concurrents dans l'infrastructure de base et réduire les coûts des licences pourrait aider à déclencher de nouveaux investissements dans ce domaine. Il serait également bénéfique de réviser avec des critères de sélection plus transparents pour les projets et les opérateurs l'accès au Fonds d'accès universel, qui a été créé pour rendre les extensions de réseaux numériques dans les zones rurales économiquement viables.





**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Télécharger le rapport : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar>